

GRÈVE DES MÉDECINS RÉSIDENTS**Mobilisation massive pour la suppression du service civil**

Les médecins résidents sont déterminés à pousser le ministre de la Santé à supprimer le service civil. Ils entament, aujourd'hui, leur troisième jour de grève et comptent radicaliser leur mouvement à partir de la semaine prochaine.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le collectif des médecins résidents algériens qui regroupe les résidents en médecine, en pharmacie et en chirurgie dentaire maintient la protestation. Les médecins résidents mettront fin, aujourd'hui à leur mouvement de grève de trois jours, mais comptent rebondir dès la semaine prochaine.

Ce week-end, l'ensemble des délégués des médecins résidents des différents CHU du pays se réuniront, à Alger. A l'ordre du jour : décider de la prochaine action de protestation à suivre.

La grève illimitée semble, cependant, l'option la plus probable. Ils étaient près de 1 000 résidents à se rassembler, hier



Les protestataires déterminés à défendre leur revendications.

matin, dans l'enceinte du CHU Mustapha-Pacha.

Contrairement au ministre de l'Enseignement supérieur qui a réagi favorablement aux revendications liées à son secteur, le département de Djamel Ould-Abbès ne s'est toujours pas décidé à ouvrir le dialogue avec les protestataires.

«Nous n'avons aucun contact officiel avec le ministre

de la Santé», a indiqué le D^r Ilès, délégué des médecins résidents. Pis, selon ce gréviste, le ministère de la Santé a été baricadé par les forces de l'ordre pour dissuader de l'organisation d'un éventuel sit-in en son sein.

«Le ministre s'éloigne de jour en jour de nos revendications, et en tant que citoyens civilisés, nous n'irons pas vers l'affrontement pour tomber dans le piège

de la répression ou de mesures aventureuse», a souligné le porte-parole du collectif des médecins résidents. Cependant, ces mesures sont loin d'intimider les grévistes qui préparent déjà d'autres actions.

«L'action se radicalisera en fonction de la réponse du ministre à nos doléances», indique-t-on.

Les protestataires restent mobilisés autour de leur plateforme de revendications qu'ils comptent défendre jusqu'au bout. Des revendications qui tournent autour de la suppression du service civil, du service militaire et du droit à l'exercice syndical. Ils demandent aussi des salaires décents, à la mesure de leur formation, ainsi que le droit aux primes de risque, de contagion, d'accidents de travail, allocation de recherche et enfin la revalorisation de la prime de garde.

Le collectif des médecins résidents souligne que le taux de suivi de la grève dépasse les 95% à l'échelle nationale.

S. A.

ILS REVENDIQUENT LE RÉTABLISSEMENT DES TRAVAILLEURS DANS LEURS DROITS**Sit-in des salariées d'El Moudjahid**

La contestation dans le secteur médiatique vient de s'élargir aux salariés du quotidien El Moudjahid, relevant du secteur public. Hier, ils étaient près d'une cinquantaine d'employés, dont des journalistes, à observer un sit-in de protestation devant le siège de leur entreprise. Ils revendiquent le «rétablissement des travailleurs dans leurs droits».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans une lettre adressée au directeur général du quotidien *El Moudjahid*, les protestataires qualifient la situation de de «grave» et de «dépassements que connaît notre journal, et qui n'ont fait qu'empirer ces dernières années».

«Des dérives qui ont conduit notamment, pour ne citer que la rédaction, à une gestion

basée sur le favoritisme, le clientélisme et le népotisme, avec une absence totale d'éthique et un mépris affiché envers le collectif», lit-on dans la lettre.

Les protestataires qui ont observé le sit-in durant près d'une heure ont transmis au premier responsable du journal une plateforme de revendications dans laquelle ils réclament le «reclassement de tous les personnels lésés dont ceux de l'administration de la documentation, du parc automobile, de la rédaction, du service PAO, du service financier, de la régie publicitaire, l'accès aux outils d'information aux journalistes (Internet, agences de presse, lignes téléphoniques directes), la révision du statut des correspondants régionaux, la cessation de l'ingérence dans la gestion de la redac-

tion...». Les protestataires comptent maintenir la pression tant que «l'employeur ne donne pas suite à nos revendications». Mieux, ils comptent aller vers une grève générale illimitée si «nos demandes ne connaîtront pas une suite favorable».

Rappelons qu'avant *El Moudjahid*, c'étaient les travailleurs de l'Agence presse service (APS) qui avaient observé un arrêt de travail pour exiger les mêmes droits socioprofessionnels. A ces derniers, s'étaient joints les employés du ministère de la Communication. La télévision nationale n'est pas en reste puisqu'un mouvement de contestation a eu lieu il y a quelques jours, à la suite duquel un technicien avait succombé à un arrêt cardiaque.

A. B.

CNMA-ÉTABLISSEMENT FINANCIER**Les travailleurs décidés à revenir à la maison mère**

Les travailleurs de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA)-Établissement financier sont décidés à obtenir leur réintégration à leur maison mère, la CNMA - Assurances.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Plus d'une centaine de travailleurs de 62 agences de la CNMA-Établissement financier se sont rassemblés hier, durant toute la journée, devant le siège de la direction générale, à l'initiative du syndicat d'entreprise UGTA. A leur troisième action de protestation en moins d'un mois, ces travailleurs, en colère, exigent d'être réintégrés à la maison mère, la CNMA - Assurances.

Soit, l'application effective de la décision du ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui porte

sur le transfert et la réintégration de tous les travailleurs de la CNMA-EF (au nombre de 867) à la maison mère la CNMA - Assurances. Les travailleurs revendiquent également l'application de la hausse des salaires décidée ainsi que le reclassement administratif avec effet rétroactif.

Formulées lors des rassemblements tenus les 10 et 15 mars derniers, ces revendications sont toutefois restées lettre morte, en dépit de la décision ministérielle et des discussions entamées avec la direction générale et le conseil d'adminis-

tration de la CNMA. D'autant que les protestataires contestent le choix qui leur est «fixé» au niveau de la DG : l'intégration de 357 travailleurs à la BADR, sur la base d'une liste nominative, et le maintien des autres au sein de la CNMA-Assurances.

Censé être effectif dès le 31 mars 2011, ce choix est néanmoins contesté tant au sein du syndicat d'entreprise que par les manifestants, qui qualifient la démarche d'inadmissible», illégale, et refusent tout «choix sélectif», toute discrimination. Et ce dans la mesure où l'intégration à la BADR se fait d'office, sans consentement possible et sans latitude de négociation salariale, voire de manière non-conforme à la loi 90-11 et sans

notification écrite. D'autant que les «mutés» à la BADR qui refusent risquent d'être révoqués, en infraction à la réglementation, au-delà de la problématique salariale.

Les travailleurs exigent, en fait, leur maintien comme préalable. Par la suite, ils pourront opter, s'ils le veulent, pour le transfert à la BADR. C'est ce qui a été convenu justement lors de la rencontre que le syndicat d'entreprise et des représentants de l'UGTA ont tenue en cours d'après-midi avec des responsables du ministère de l'Agriculture, et qui devait être avalisé par écrit au niveau de la direction générale et du conseil d'administration de la CNMA.

C. B.

CONTRACTUELS**DAIP DE SONATRACH-AVAL****Un rassemblement pour le droit au recrutement**

C'est la deuxième fois en l'espace de 15 jours que des membres du collectif des diplômés contractuels du DAIP organisent un sit-in devant le siège de Sonatrach-Aval à la cité Djamel, dans l'espoir d'être reçus par le directeur et voir enfin leurs doléances prises en considération.

En effet, la trentaine de jeunes qui se sont retrouvés, hier matin, pour ce rassemblement, entendent faire valoir leur droit à un recrutement ou plus exactement la légitimité de leur recrutement au sein de structures relevant de Sonatrach-Aval, où ils ont eu déjà à travailler sous contrat à durée déterminée pendant un an, dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP).

Aujourd'hui, ils sont en tout 92 à se retrouver au chômage pour cause de contrat non renouvelé et avec interdiction de bénéficier d'un autre contrat DAIP. «Durant un an qu'aura duré notre insertion professionnelle au niveau des sites comme GL1Z, GP/1Z, GP2Z, RHU AVAL, DAG AVAL..., nous avons acquis une expérience importante, chacun dans sa spécialité ou dans son domaine. Nous avons eu des évaluations positives avec des lettres des directions des différentes unités, spécifiant une préférence pour nous garder au terme du contrat au lieu de passer encore par un nouveau groupe de postulants à l'insertion...», a expliqué l'un des jeunes licenciés concernés.

Et à une autre de ses camarades de poursuivre : «Aujourd'hui, nous sommes au chômage alors qu'AVAL dispose de postes budgétaires parmi les postes que nous avions libérés, et en plus, il y a eu des recrutements comme d'habitude... Nous, nous avons fait nos preuves, mais ils ont choisi de nous jeter au chômage même si nous sommes diplômés.»

Considérant qu'ils ont été dupés par cette forme d'insertion du DAIP qui se résume en un dispositif pervers d'emplois précaires, puisqu'au bout d'un an, on les renvoie au point de départ, mais aussi avec ce sentiment de hagra, puisque des recrutements ont eu lieu dans les postes qu'ils occupaient avant, ces contractuels attendent de la Sonatrach plus de transparence et un droit à un travail.

Forts de lettres d'évaluations positives et de notes émanant du ministère de l'Energie et de la D.G de Sonatrach, les protestataires demandent à ce que cette question soit réglée. Les contestataires maintiennent leur action après avoir pu interpellé le wali qui se trouvait à quelques mètres, de là, au musée du Moudjahid, pour une cérémonie.

A noter qu'aucun interlocuteur d'Aval n'a daigné les recevoir, et ce, jusqu'en fin de la matinée.

Fayçal M.